



Le mode de scrutin p. 4

Aucun parti politique n'adoptera une réforme qui pourrait l'éloigner du pouvoir.



Les riches et l'impôt p. 4

Des familles «honorables» blanchissent des fortunes là où d'autres se font bronzer.



L'affaire Mohamed Cherfi p. 8

La fable du Canada terre de justice et de liberté ne tient plus la route.

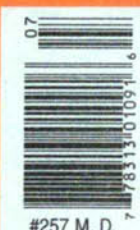
Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 7

Avril 2004

3,50 \$



Après l'Assemblée Nationale

Le bâillon à Télé-Québec ?

PAR BOB L'ABOYEUR

À LA MI-MARS, FRANÇOIS THIBOUTÔT, journaliste à l'émission 1045, Rue des Parlementaires, effectuait une entrevue avec l'un des porte-paroles de la Coalition Destituons Patapouf, une initiative visant à recueillir 463 950 signatures pour demander la destitution de Jean « Patapouf » Charest, et que les lecteurs et lectrices du *Couac* connaissent bien.

Ce reportage devait être diffusé lors de l'émission annoncée pour le lundi 22 mars à 19h00. Se trouvaient également au programme un topo sur le Mouvement des Arts et Lettres (MAL) et un autre dressant le portrait de Lorraine Richard. Les téléspectateurs ont toutefois eu droit à une reprise ce soir-là, une reprise mettant en vedette Carole Thériage en Reine du Carnaval de Québec.

Pourquoi avoir retiré l'émission à la dernière minute? Dès le lendemain, le journal *Le Soleil* lança le bal en parlant carrément de censure et en soulevant l'hypothèse qu'à quelques jours du dépôt du budget provincial, Télé-Québec n'avait pas voulu déplaire au gouvernement, de peur de perdre une partie de son financement.

Interrogée sur le sujet, la ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, nia toute forme d'ingérence politique de sa part ou de celle de son ministère. De plus, elle s'empressa de désigner Paule Beaugrand-Champagne, la directrice de Télé-Québec, comme seule responsable de ce geste. La ministre affirma du même souffle qu'il était ridicule que Télé-Québec ait agi ainsi par peur de représailles économiques. Est-ce à dire que le gouvernement n'agit jamais aussi mesquinement et que le financement de la télévision publique n'est pas menacé par le budget Séguin?

Ingérence politique ou pas, la question de la censure demeure entière. Pourquoi madame Beaugrand-Champagne, qui compte nombre d'années d'expérience dans les milieux de l'information, aurait-elle agi de façon aussi cavalière envers ses journalistes et les principes les plus élémentaires de la liberté de presse?

La télévision publique a émis un communiqué laconique dans l'après-midi du 23 mars, expliquant le retrait en catastrophe de l'émission à quelques heures de la diffusion par le fait que le reportage de François Thiboutôt « ne respectait pas les exigences pour ce type de magazine quant au traitement de l'information ». Quant à savoir quelles exigences précisément n'avaient pas été respectées, impossible

d'obtenir des précisions. Pour Claude Plante, porte-parole de la station, il s'agissait d'une simple question de « cuisine interne » qui ne regardait personne, ce qu'il a répété inlassablement mardi et mercredi à tous ceux et celles qui l'ont questionné.

Heureusement, personne ne partageait ce point de vue. Par voie de communiqué, la Fédération profes-



Il est clair que si Télé-Québec décide de diffuser le reportage avec une semaine de délai, c'est uniquement pour calmer une pression populaire qu'elle n'avait pas prévue.

sionnelle des journalistes du Québec s'est dite « inquiète de ce retrait des ondes qui n'a pas été expliqué » et a demandé à la direction de Télé-Québec « d'en exposer clairement les motifs » afin de « lever le doute qui vient de s'installer et qui nuit à la réputation de la société d'Etat ». Et l'Association des Réalisateurs et Réalisatrices de Télé-Québec (ARRTQ) déclara qu'après visionnement de l'émission, elle confirmait que le reportage de François Thiboutôt « respectait la politique d'informations et les normes établies » et que la valeur artistique, intellectuelle et technique rejoignait « les standards reconnus par la profession depuis bien des années ».

Après deux jours de pressions populaires et médiatiques, Télé-Québec recule finalement dans la soirée du 25 mars en annonçant que l'émission (avec le reportage sur Destituons Patapouf), serait diffusée avec un délai d'une semaine, et ce, dans la version initiale, c'est-à-dire sans qu'aucune correction ne soit apportée au reportage qui avait nécessité l'intervention de la haute direction quelques jours auparavant. François Thiboutôt confirme qu'il s'agit de la même version qui a été retirée des ondes, celle qui ne « remplissait pas les exigences ».

Si ce reportage a été retiré en catastrophe parce qu'il ne remplissait pas les exigences et parce qu'il y avait des éclaircissements et des modifications à y apporter, pourquoi alors rediffuser le reportage initial une semaine plus tard? Les exigences de Télé-Québec auraient-elles diminuées en quelques jours?



Dernier sprint pour la pétition : prolongation jusqu'au 30 avril !

Questionné par *Le Couac* à ce propos, Philippe Schnobb, responsable du dossier à la FPJQ déclare: « Nous avons demandé des explications à Télé-Québec, et ils nous en ont fournies. Il est clair que ces explications sont en contradiction avec la version officielle donnée toute la semaine, mais nous considérons que, comme le reportage sera finalement diffusé dans sa version initiale, la situation est corrigée. »

Ne reste alors qu'un geste de censure corrigé après-coup sous la pression publique. Malgré les tergiversations de Télé-Québec, personne n'est berné des faux prétextes donnés par la télévision pudique. La haute direction a commis un geste de censure qui n'est pas compatible avec les principes de la liberté de presse au Québec. Remettre le reportage en ondes est la moindre des choses, mais est-ce suffisant? Car la station s'en tire finalement à bon compte, ne s'expliquant ni sur les raisons ayant motivées le retrait initial de l'émission, ni sur son revirement de position incohérent avec son

Suite en page 3

Choc et stupeur Opération « Injustice Infinie »

« LE BRUSQUE REVIREMENT DE L'ÉLECTORAT ESPAGNOL, après les attentats de Madrid, a procuré au terrorisme islamiste sa plus grande victoire depuis le World Trade Center », écrit Lysiane Gagnon dans *La Presse* (29/3). Et le retrait de l'armée espagnole d'Irak est un message clair aux terroristes: « Ça fonctionne! », ajoute Pierre Thibeault, dans *Ici* (8/3). Le chœur uni des chroniqueurs et des éditorialistes de droite pense comme eux.

Les terroristes n'ont pas gagné le 11 mars 2004, ils ont triomphé dès le lendemain du 11 septembre 2001. « Donald Rumsfeld voulait bombarder l'Irak dès le 12 septembre, selon un ancien conseiller » (*La Presse* 22-3). Les terroristes ont remporté la première manche quand l'armée des États-Unis a fait pleuvoir ses missiles sur les civils Afghans. On ne combat pas le terrorisme avec des bombes! Nous savons aujourd'hui que la guerre d'Afghanistan, comme la guerre d'Irak, avait été planifiée bien avant les attentats du 11 septembre, et que c'est une guerre du pétrole. Les terroristes ont gagné quand les pétrolières qui ont porté Bush au pouvoir se sont servi des attentats du 11 septembre pour obtenir leur oléoduc en Afghanistan. Malgré que les présumés auteurs des attentats soient majoritairement originaires d'Arabie saoudite.

Les terroristes ont gagné le jour où l'armée des États-Unis a déroulé le premier rouleau de fils barbelés autour du camp de concentration de Guantanamo Bay. Les terroristes ont gagné quand les pays industrialisés ont rayé des passages entiers de leurs chartes des droits et libertés, en votant des lois dites

anti-terroristes qui sont en réalité des lois anti-libertés civiles (fin de la présomption d'innocence, détention secrète, fin du droit à un avocat ou à un procès public, etc.). Les terroristes ont gagné quand les gouvernements de droite ont fait croire aux citoyens qu'ils devaient choisir entre leur liberté et leur sécurité. Les terroristes ont gagné quand l'administration Bush a retiré tous les droits de certains de ses citoyens en les déclarant « combattants ennemis. » Les terroristes ont gagné depuis que la torture et l'assassinat politique sont revenus à l'ordre du jour dans certaines « démocraties » capitalistes modernes. Les terroristes ont gagné quand George Bush et son entourage ont menti au monde



Les terroristes ont gagné quand les gouvernements de droite ont fait croire aux citoyens qu'ils devaient choisir entre leur liberté et leur sécurité.

entier, avec succès, pour attaquer l'Irak. Les terroristes ont gagné quand les médias corporatifs ont relayé les mensonges de Bush et Co. pour cause d'autocensure, par aveuglement, par patriotisme ou par incompréhension. Les terroristes ont gagné quand les premiers missiles sont tombés sur Bagdad malgré l'opposition de l'ONU et de la communauté internationale.

Les terroristes auraient perdu si le gouvernement Bush avait exigé la tenue de la plus grande enquête publique jamais tenue, pour

faire la lumière sur l'attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire. Si on exclut le terrorisme d'État, bien sûr (Opération Choc et Stupeur). Au lieu de cela, l'administration Bush a tout fait jusqu'à aujourd'hui pour mettre des bâtons dans les roues des enquêteurs. Les terroristes auraient perdu si Washington avait, suite à cette enquête, envoyé ses troupes capturer les organisateurs des attentats du 11 septembre en Afghanistan, en Arabie saoudite ou ailleurs, pour les traîner devant les tribunaux. La justice aurait triomphé et les terroristes auraient perdu. La vérité et la justice sont les seuls moyens de combattre efficacement le terrorisme. On n'y arrivera jamais en bombardant les civils innocents ou en les torturant, au secret, sans statut légal, dans des camps, de concentration.

La défaite du gouvernement Aznar devrait être perçue comme une victoire de la démocratie, puisque plus de 90 % des Espagnols s'opposaient à l'invasion de l'Irak. Aznar, en tentant de détourner les attentats de Madrid à son avantage, a essayé d'abuser à nouveau de la confiance des électeurs, qui cette fois n'ont pas été dupes de ce nouveau mensonge opportuniste. Que le nouveau premier ministre espagnol menace de retirer l'armée de son pays du borbier irakien, parce que la population a été trahie par l'ancien premier ministre et abusée par les mensonges de Londres et de Washington, devrait être considéré comme un signe de courage plutôt que de lâcheté. Il faut des couilles pour tenir tête aux Faucons menteurs. C'est leur céder à nouveau après leurs crimes qui serait lâche.

JACQUES BOUCHARD

Prêcher par l'exemple

La Presse du 26/03 reproduit en page éditoriale une longue allocution de son directeur, Guy Crevier. Dans cette tartine, il vante les immenses qualités de son journal, taxé de « véhicule publicitaire performant » et qui serait aussi « un point d'ancrage, une source d'information sans pareille et un lieu de débat d'une vigueur intellectuelle et d'une diversité d'opinion unique ». Et Crevier d'ajouter que « la majorité des tabloïds n'ont pu relever avec brio [le] défi [de l'information quotidienne] en raison de leur penchant marqué pour l'information spectacle et leur manque de profondeur ».

Le même jour, sa Presse publie une page sur l'affaire Gillet et quatre sur l'affaire Cloutier, deux sires accusés d'aller, eux-aussi, en profondeur.

LE COUAC

**SOUTENEZ
UNE PRESSE
LIBRE ET VIVANTE
EN APPUYANT
LE COUAC!
ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org**



COUAC' en fasse notre gouvernement... La société civile s'exprime !

LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS lance une campagne de mobilisation et d'action contre les mesures antiterroristes adoptées depuis le 11 septembre 2001. Un document intitulé *Nous ne sommes pas en sécurité, nous sommes moins libres* fait état de la dégradation inquiétante des droits fondamentaux attribuables à cette nouvelle législation. En effet, des mesures intenses de sécurité, imposées par nos gouvernements au nom de la lutte contre le terrorisme, se sont avérées pernicieuses pour les droits et libertés. Elles donnent lieu à des pratiques discriminatoires, des abus de pouvoir et peuvent être dangereuses pour les dissidents politiques.

Un examen rapide de la Ligue des droits et libertés démontre que le Canada suit le recul mondial en matière de droits et libertés. Parmi les mesures et lois antiterroristes liberticides, on compte :

1) La loi antiterroriste (C-36) qui donne presque carte blanche à l'État et sa police en créant toute une nouvelle série d'infractions autour d'une définition très vague d'un « acte de terrorisme ». Celui-ci se définit comme « une infraction commise dans un but idéologique, religieux ou politique ». Cette législation peut donc s'étendre à une bonne partie de la population et facilement aux militants altermondialistes.

Avec cette loi, les forces policières possèdent des pouvoirs d'enquête et de surveillance sans précédent. L'arrestation sans mandat et la détention préventive sur la base de soupçons seulement sont autorisées et se pratiquent couramment. De plus, des modifications au Code criminel octroient dorénavant aux policiers une grande immunité pouvant aller jusqu'à l'impunité pour des crimes commis lors d'enquête. Notons que l'application de cette loi n'est soumise à aucun mécanisme de contrôle indépendant.

2) Les certificats de sécurité (examinés et signés par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et par le solliciteur général) qui permettent d'envoyer des ressortissants étrangers en prison ou dans leur pays d'origine sans avoir eu à prouver leur culpabilité par les principes fondamentaux de justice.

Le nombre de personnes détenues en vertu d'un certificat de sécurité a augmenté considérablement depuis le 11 septembre. À l'heure actuelle, Mahmoud Jaballah, Muhammad Mahjoub, Hassan Almrei, Mohamed Harkat et Adil Charkaoui cumulent 99 mois d'emprisonnement.

Par ailleurs, le procès qui suit l'émission d'un certificat comme celui relié à l'arrestation pour acte de terrorisme viole les principes fondamentaux de justice et les conditions essentielles à un procès juste et équitable. D'abord, il se déroule à huis clos sans que le caractère public du procès ne permette à la population de surveiller le respect des principes de justice fondamentale. Puis, il nie le droit à l'accusé de se défendre, lui dissimulant une partie de la preuve retenue contre lui. Finalement, il exclut le droit d'appel, qui a « toujours été considéré comme un rempart contre l'injustice », affirme la Ligue des droits et libertés.

Ces mesures, et bien d'autres, trouvent leur raison d'être au sein d'un climat de peur adroitement conçu et alimenté par les autorités. Le citoyen a l'impression de vivre en danger et croit en la nécessité d'une action policière plus autoritaire et des lois plus sévères. Malheureusement, ce climat insidieux engendre également la crainte de l'autre, de l'Arabe particulièrement. Selon le Congrès islamique canadien, « les crimes haineux contre les musulmans canadiens ont augmenté de plus de 1600 % depuis septembre 2001 ».

Pourtant, sécurité et liberté ne sont pas opposées selon la Ligue des droits et libertés. Quant à Mme Koufa de l'ONU, « la réduction du terrorisme passe d'abord par le plein exercice des droits de l'homme et des recours à des pratiques authentiquement démocratiques dans le monde entier. »

Alors que nos dirigeants s'évertuent à instaurer des mesures de surveillance et de répression antiterroristes, des menaces à notre sécurité beaucoup plus importantes, comme la dégradation de l'environnement et l'accroissement de la pauvreté, ne semblent pas les préoccuper...

Andrée Desharnais

Vous trouverez l'ensemble du document au www.liguedesdroits.ca

► PLOGUES

Le continent oublié

On n'entend presque jamais parler de l'Afrique dans les bulletins de nouvelles, particulièrement de l'Afrique subsaharienne. Peut-être que si le procès de Robert Gillet y était transféré... La revue trimestrielle *Hérodote* qui, selon son éditeur, « s'efforce de promouvoir une géographie d'action et une conception nouvelle et globale de la géopolitique », consacre son dernier numéro de l'année 2003 au continent oublié. Les guerres qui le ravagent y sont analysées à la lumière des conséquences du partage géographique des colonies européennes, sans tenir compte des populations autochtones. On peut aussi y lire une intéressante analyse de l'évolution géographique du Sida.

Tragédies africaines, *Hérodote* — la revue de géographie et de géopolitique, Éditions La Découverte, Paris, 4^e trimestre 2003.

Et vlan dans les gencives !

Il faut absolument voir l'exposition d'une sélection d'œuvres de Dominique Blain au Musée d'Art Contemporain jusqu'au 25 avril prochain. Avec cette artiste qui a fait de l'histoire sociale et politique le sujet principal de sa pratique, la beauté plastique est intimement liée à des prises de position dénonciatrices sur la guerre, l'exploitation des femmes et des enfants, les affres du colonialisme, etc. Que ce soit son tapis persan aux motifs de mines anti-personnelles fabriqué par des enfants qui vivent dans des pays contaminés par ces mines ou son *Traité de pacifisme américain* supporté par des balles de fusil, Blain frappe juste et franc.

Activités para-agricoles



BIOFREAK

Avec le printemps qui arrive, la ferme biologique Terre des Ormes, à Laval, organise tous les week-end des ateliers d'activités para-agricoles pour apprendre divers trucs sur la culture maraîchère. Atmosphère festive, bouffe paysanne, travail et échanges

divers. Pour plus de renseignements, on contacte Frederich au (450) 666-2290 ou on visite le site www.biofreak.org

Bug Brother

Le Bug Brother est un projet collectif de Désobéissance Civile qui veut réunir tous les secteurs de luttes sociales (syndicats, altermondialistes, médias, militants pour l'environnement, la santé, l'éducation, etc.) Vous êtes toutes et tous invités à la première étape d'un projet qui verra son aboutissement dans un an à l'occasion d'un évènement qui secouera Montréal.

La première soirée « Bug Brother » aura lieu le **Vendredi 30 Avril** prochain au **Bar des Minots** (3812 Saint-Laurent – angle Roy). Au programme : – Projection du film documentaire « **Turbulences** » des **productions ISCA**. – Conférence de l'**APQ** (Agence de Presse Québécoise). – Lancement du projet « Bug Brother. »

Achats responsables

Greenpeace lance le 8 avril prochain son *Guide d'achat sur les papiers jetables*, pour protéger les forêts anciennes. Un guide pratique pour l'achat du papier de toilette, des essuie-tout, des papiers-mouchoirs et des serviettes de table. www.greenpeace.ca



Le collectif de la revue Aube lance un groupe d'achat de papier recyclé contenant un maximum de fibres recyclées post-consommation. L'objectif du collectif est d'ouvrir le marché du papier sans arbre fabriqué à partir de chanvre, de lin et de coton. Pour en savoir plus et commander : www.laplumedefeu.com/papier

COURRIER DES LECTEURS

L'Âne et le Boeuf

Alfonso Gagliano et Pierre Pettigrew comme larrons en foir...és.

Visiblement, M. Gagliano a fait son lit : « *Ou bien je déballe tout et le pays constatera au grand jour quel individu ignoble je suis. Ou bien je nie tout et je conserve un mince espoir de m'en tirer indemne. Aux autres la responsabilité de mes actes!* »

Manifestement, Gagliano n'est pas de ces hommes qui ont l'envergure et la capacité d'assumer leurs actes. Il est plutôt de ces individus qui recouvrent pudiquement leur abjection de leur lâcheté. Comme si l'on pouvait dissimuler les odeurs de pourriture sous un jet d'urine...

Pendant ce temps, son collègue et actuel ministre fédéral Pierre Pettigrew, qui a toujours eu le sens du ridicule, proclame, et je cite : « *Les gens se déresponsabilisent en votant pour le Bloc* » (<http://www.vigile.net/ds-actu/docs4/3-18.html#lpad>). Il est vrai que la démonstration est faite désormais que le **Parti libéral** protège bec et ongles — et ce tout à la fois avec vertu, un grand sens de l'économie des deniers publics et grande efficacité — les intérêts supérieurs du Québec... [...]

Marianne Vaucouleurs, Lévis

Deux poids, deux mesures

On se souvient que lors de l'affaire Guindonville, le ministre des Affaires municipales Jean-Marc Fournier, après s'être dit fort préoccupé par la situation, avait avoué ne pas pouvoir intervenir sous peine d'être accusé de faire de l'ingérence. On apprenait dernièrement dans un hebdo local que ce même ministre est venu à Val-David, invité par le maire, pour voir le fameux parc Dufresne et envisager un partenariat avec les municipalités concernées (Val-David et Val-Morin). Maintenant, il ne s'agit plus d'ingérence. Curieux, non?! Lorsqu'il est question de protéger l'intérêt de gens d'affaires, M. le Ministre se déplace et intervient. Mais lorsqu'il s'agit de sept familles jetées à la rue par une municipalité, il ne peut intervenir. Deux poids, deux mesures, n'est-ce pas!

J-P Charce, Val David

Victoire citoyenne

La Commission d'appel du Nouveau-Brunswick accepte d'entendre la requête du Comité de citoyens de Belledune en vue de faire révoquer le permis de construction de l'incinérateur

de la compagnie Bennett à Belledune.

Les deux jours d'audiences préliminaires, qui se déroulaient mi-février, ont donné lieu à une réponse favorable de la Commission d'appel qui, après avoir analysé la documentation volumineuse remise par les citoyens, a confirmé la poursuite des audiences publiques à partir du 22 mars prochain.

Ces audiences permettront aux citoyens de faire entendre leurs doléances et à des témoins experts de faire valoir les arguments justifiant la demande de révocation du permis de construction de la compagnie Bennett, par exemple, les retombées négatives d'un environnement pollué sur la valeur foncière des propriétés à Belledune.

Comité des citoyens de Belledune

Écrivez-nous!

Le *Couac* publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal : *Le Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef : Bruno Dubuc, David Ledoyen, Marco Silvestro

Collaborateurs : Bob L'Aboueyr, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Andrée Desharnais, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Clode de Guise, Jean-Marie Laliberté, Eric Martin, La Coalition Destituons Patapouf, Michel Rioux, Marco Silvestro, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations : Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Dolbec, Luc Giard, Honoré, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Stefan, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme : France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité : (514) 932-6775 en après-midi.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste : **Le Couac**

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à : **Le Couac**.



- Abonnement d'un an : 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Martien

«Alfonso Gagliano ne plie pas!»

LES LECTEURS de La Presse auront pu voir ce titre plutôt hallucinant le samedi 20 mars. Courant sur deux pages, ce qui est extrêmement rare, ce titre illustre à la perfection à quelles manipulations nous sommes exposés dès lors qu'un moment d'inattention s'empare de nous.

Si en effet Gagliano n'a pas plié devant le Comité des comptes publics de la Chambre des Communes, c'est que Gagliano se tient droit, n'est-ce pas? Un chêne bien plus qu'un roseau. Un homme de droiture ne plie pas, c'est bien connu. Surtout pas quand ceux qui l'accusent sont justement de la même engeance que ces séparatistes contre

se payer le luxe d'annoncer un retour à un vernis davantage conforme à la réputation — surfaite m'enfin! — du fair play british.

Arrive donc ce discours de l'ex-président de la Canada Steamship Lines, présenté comme «capital», rien de moins, par les spins et les commentateurs. Devant une Chambre de Commerce, ainsi que c'est devenu la coutume quand, dans le monde politique, on veut annoncer quelque chose de «capital.»

«Fini le copinage!» Ça sonne comme un tocsin. Entendant ce cri du coeur du PM désigné, quiconque aurait tout ignoré du Canada et du Québec ne pouvait qu'applaudir à un pareil étalage d'innocence et de fraîcheur dans la



Un moment fort du Destitution Patapouf au Medley le 5 mars dernier: le chanteur du groupe Starbuck et les impuissants faisant subir à l'unifolié des commandites ce que tout le monde lui souhaite en secret...

Social contre National

LE 23 FÉVRIER DERNIER UNE COALITION DE GAUCHE s'est formée au sein du Parti québécois pour en «préserv[er] (sic) les valeurs progressistes». Première surprise: certains partisans du PQ se disent encore à gauche. S'il serait ingrat de se plaindre de cette nouvelle, on peut toutefois lancer aux syndicalistes qui ont lancé le SPQ-Libre (Syndicalistes et progressistes pour un Québec Libre) une phrase dont ils aiment bien se servir: «Trop peu, trop tard». Quand le PQ était au pouvoir, quand ça changeait quelque chose dans nos vies, il aurait peut-être été une bonne idée de créer une aile gauche, mais quelle est l'utilité de le faire maintenant? Il est difficile d'en voir une autre que des fins électoralistes visant à éviter le dépassement par la gauche que Françoise David ou l'UFP pourrait tenter d'effectuer.

Le PQ fait face à un problème évident et ce, depuis sa formation. D'un côté, il a été fondé pour mener le Québec à sa pleine souveraineté politique. De l'autre, à ses débuts, il a affiché une sympathie ouverte pour les idéaux sociaux-démocrates. Considérant le peu de couleur et de variété du paysage des gros partis politiques québécois, il y a rapidement obtenu le monopole de la souveraineté et de la gauche. Or, voilà, à ces deux tâches, il a su faillir. À partir du milieu des années 1980, le souverainisme du PQ s'est lentement édulcoré (d'abord dans une fumeuse affirmation nationale et ensuite dans l'étapisme des conditions gagnantes). Que dire de son aspect social-démocrate qui ne faisait pas, lui, l'objet de l'article 1 de son programme? Il s'est complètement dissipé. Utiles à l'opposition et en périodes électorales, les discours socialisant sont rapidement mis au rancart quand il s'agit de gouverner selon la realpolitik néo-libérale du moment. On nous sert alors le refrain classique: «Le PQ est une coalition de gens de gauche et de droite, notre objectif est de bien gouverner pour réaliser la souveraineté le plus tôt possible.» Beurk.

Si on regarde le PQ selon cette bonne vieille devise de «coalition des souverainistes» quelle sera l'utilité du SPQ-Libre? Rédaction du programme de «bon gouvernement»? Faites-moi rire, c'est le rôle de la droite, ça. Préparation de propositions pour l'après-souveraineté? Jamais au grand jamais, c'est un sujet tabou au PQ surtout depuis l'effrayant «Budget de l'an 01». Caution morale? Moyen de rétention des membres gauchistes? Sans aucun doute.

Un autre petit-groupe au sein de PQ est nettement plus intéressant. Le discret Mouvement pour une Élection Référendaire (MER) semble faire un meilleur choix en voulant recentrer le PQ sur la question nationale. Qu'on soit d'accord ou non avec leur moyen (l'élection référendaire), on ne peut qu'être enjoué de voir que des gens veulent fixer le PQ sur ses vraies bases. Finie l'idée même du «bon gouvernement», l'objectif du PQ n'est pas de gouverner une province, mais d'aider les Québécois à construire un pays. Ce recentrage possible qui évacue les questions politiques de gestion de la province laisse un espace suffisant pour que de véritables partis de gauche souverainistes proposent leur vision de la souveraineté. Si des groupes, de toute part, peuvent lancer des débats sur leur vision du politique dans un Québec souverain (sociaux-démocrates, libéraux, anarchistes, communistes, etc), la population pourra constater que cette option est sérieuse et qu'elle n'est pas que l'affaire des grands planificateurs péquistes.

Contrairement à ce qu'on croirait d'emblée, la présence de plusieurs partis ne nuit aucunement à l'accession du Québec à sa souveraineté. Supposons qu'une coalition souverainiste incluant le PQ est élue, qu'est-ce qui l'empêche de lancer les débats et commissions qui construiront la politique du futur Québec?

En lançant le SPQ-Libre, Monique Richard affirmait que le PQ demeurerait «le meilleur véhicule pour la souveraineté». (Le Devoir, 15-03) Elle a parfaitement raison. C'est aussi un des pires véhicules pour la gauche québécoise. Vivement qu'on lève les ambiguïtés sur cette question, le PQ s'occupe du National, d'autres partis doivent parler du Social.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

LE BON QUÉBÉCOIS



lesquels il était légitime de prendre tous les moyens à la disposition d'un gouvernement pour les faire disparaître.

«On était en guerre contre les séparatistes...!» Ce cri du coeur de Chuck Guité explique tout. Exécuteur des basses oeuvres fédérales en matière de commandites, de propagande et autres agissements qui ne sont pas sans rappeler ces incendies et ces vols perpétrés eux aussi pour la bonne cause fédérale dans les années soixante-dix, M. Guité et ses acolytes ont eu pour mission, pendant des années, de noyer le Québec sous une tonne de peinture rouge-drapeau-canadien.

La job est faite, croit aujourd'hui le ROC, avec la même certitude que celle qui habitait Trudeau à quelques mois des élections de 1976, alors que, prenant ses désirs pour la réalité, il annonçait la fin des séparatistes.

Si donc la job est faite, le ROC, singulièrement muet sur la nature des moyens employés quand il avait encore tout frais à la mémoire le souffle terrifiant du boulet qui avait bien failli l'emporter au référendum, peut aujourd'hui

bouche d'un politicien. Mais dans la bouche de l'ex-PDG de CSL, qui n'a vécu que de ça et s'est propulsé au sommet par les ascenseurs du copinage, grand fournisseur de IOU, ça sonne plutôt curieux.

«C'est la faute de l'ETA!», ont clamé en Espagne Aznar et son ministre de l'Intérieur pendant qu'ils avaient en mains les éléments indiquant la responsabilité de terroristes islamiques dans l'attentat de Madrid. Mais comme tout finit par se savoir, et parfois plus vite qu'on ne le pense, la droite a pris une débarque trois jours plus tard. Comment ça se dit, en espagnol: «Se faire passer un sapin?»

Pour n'avoir rien su de ce qui se passait dans son propre gouvernement, dont il était, faut-il le rappeler, le numéro deux et dans lequel, pendant dix ans, il a tenu les rênes du ministère des Finances, ce qui n'est quand même pas le ministère des Anciens Combattants, il fallait que ce politicien vienne de Mars.

Et il ne s'appelle pas Martin, mais Martien.

MICHEL RIOUX

Solution miracle

Pour améliorer les performances du «filet social» québécois et traquer les fraudeurs qui passent au travers, le gouvernement patapoufien pense le remplacer par un mur.

Déception

Tant qu'à envoyer un toton comme Stephen Harper à Ottawa, pourquoi le parti conservateur n'a-t-il pas choisi d'en envoyer deux pour le prix d'un: ceux de Belinda...

Commandites

Comme tous les autres, Gagliano n'a rien vu, rien entendu et ne dira rien. Si la tendance se maintient, il devrait obtenir une promotion.

Le bâillon à Télé-Québec?

Suite de la page 1

premier communiqué. Ni, surtout, sur le fait que l'émission litigieuse contenait, comme par hasard, deux reportages critiquant le gouvernement en place une semaine avant le dépôt de son budget. Des plaintes au Conseil de presse ont été déposées pour moins que ça...

Il est clair que si Télé-Québec décide de diffuser le reportage avec une semaine de délai, c'est uniquement pour calmer une pression populaire qu'elle n'avait pas prévue. N'eût été de tous les articles parus sur le sujet, les appels de citoyens et citoyennes outrés au service à l'auditoire, ainsi que les demandes d'explications de la part de la FPJQ et de l'ARRTO, cette censure serait passée comme une lettre à la poste. C'est bien ce qui est inquiétant.

Heureusement, Destituons Patapouf était une initiative déjà médiatisée, mais pour toutes les causes sociales qui le sont moins, on ne peut que présager que cette censure serait passée inaperçue. Les mécanismes qui ont permis cette ingérence sont toujours en place. Il ne faut pas s'étonner avec cette attitude que la population ne se mobilise pas pour sauver Télé-Québec, menacée de compressions patapoufiennes, et même de disparition. Nous avons grandement besoin d'une télévision indépendante. Mais des gestes comme celui posé par madame Beaugrand-Champagne ne peuvent que nuire à la survie de cette indépendance, en dehors des questions de financement.



La vraie réforme du mode de scrutin n'aura pas lieu

IL FAUT SE RÉSIGNER: la vraie réforme du mode de scrutin n'aura pas lieu. Ce que propose M. Dupuis, ministre dans le gouvernement Charest, c'est une pseudo-réforme qui aurait deux effets. Elle ferait en sorte que le parti qui obtient, au total, la majorité des voix obtient aussi la majorité des sièges, ce qui empêcherait la situation de 1998 de se reproduire, lorsque le PQ a conservé le pouvoir avec, au total, une minorité des voix. Et en deuxième lieu, la loi des libéraux donnerait à l'ADO quelques sièges de plus au Parlement.

En théorie, cette loi permettrait à une formation de gauche, l'Union des forces progressistes (UFP) ou parti de Françoise David, ou encore à un Parti vert, d'entrer au Parlement, mais à condition d'atteindre au total au moins 5% du vote. Aux élections d'avril 2003, l'UFP, avec 73 candidats sur 125 comtés, ce qui représente un bel effort, n'a recueilli au total que 1,06% du vote. On est très loin de 5%.

Je n'adopte pas le slogan « tous pourris! ». Les partis peuvent manifester une certaine grandeur d'âme, surtout s'ils sont dans l'opposition. Même au pouvoir, René Lévesque a conservé sa volonté de réforme. Son ministre Robert Burns a proposé la réforme du mode de

scrutin, en 1979, mais il a démissionné peu après, pour des raisons de santé. Son projet est resté sur la tablette. La question a été reprise en 1984 par Marc-André Bédard, sous une autre formule qui abolissait les comtés et les élections partielles (qui sont souvent d'importants révélateurs), et qui privait le

Tout est là. Un parti politique n'existe que pour le pouvoir. Ou au moins une influence substantielle sur le pouvoir.

député du droit de rompre avec son parti et, selon le jargon parlementaire, « de traverser le parquet de la Chambre ». Mais c'est en réalité pour une autre raison que le conseil des députés péquistes (c'est le vrai nom du « caucus ») a rejeté la réforme, une raison dépourvue de noblesse, que résume la formule « ne touchez pas au régime qui m'a élu ». Autrement dit, la grandeur d'âme qu'un parti peut parfois manifester ne va pas jusqu'à adopter une mesure qui pourrait l'éloigner du pouvoir. Tout est là. Un parti politique n'existe que pour le pouvoir. Ou au moins une influence substantielle sur le pouvoir.

Refusant de lâcher prise, Lévesque a confié la question à Pierre-F. Côté, directeur des élections, mais celui-ci a proposé un régime qui n'était que le frère jumeau de celui que les députés avaient rejeté. Le projet a subi le même sort: la tablette. Peu après, en 1985, le PQ retournait dans l'opposition.

Il faut dire que cette question est exceptionnellement complexe. Avec ses paramètres multiples, elle déploie un labyrinthe dans lequel on s'égarait facilement. Les experts discutent en invoquant divers modèles, l'allemand, le scandinave, l'éco-sais, le néo-zélandais et bien d'autres. Il est question de députés de circonscriptions et de députés de listes. On découpe des circonscriptions et des régions. On envisage de donner une deuxième chance aux candidats battus. On veut « compenser » les insuffisances du mode de scrutin uninominal à un tour. On fixe un seuil dans le pourcentage du vote pour bénéficier de la compensation.

En 2002, à l'initiative du ministre péquiste Jean-Pierre Charbonneau, le gouvernement a lancé une vaste consultation sur la réforme des institutions dont le point culminant, en février 2003, a réuni des « états généraux » à Québec. L'opinion publique a été distraite par les

élections d'avril. Elle s'est cependant emparée d'un élément du débat: la réforme du mode de scrutin, à propos de laquelle les avis se sont mis à pleuvoir, les uns savants et les autres naïfs. Cette réforme, bien sûr, si elle était bien faite, améliorerait appréciablement nos institutions démocratiques, mais permettez-moi de signaler qu'elle serait fondamentalement moins importante que la réforme du Parlement, c'est-à-dire le rétablissement du pouvoir législatif qui a été absorbé par le pouvoir exécutif, dans le secret qui le caractérise. Mais c'est là un autre sujet.

La nature humaine étant ce qu'elle est, on peut douter qu'un parti politique ne consente jamais à une réforme qui ne lui serait pas favorable. Une mauvaise réforme du mode de scrutin n'est guère préférable au « statu quo ». Tandis que le rétablissement du pouvoir législatif, par étapes s'il le faut, ne dépend que d'une détermination suffisante de la part des députés. De tous les partis. Qui n'auront qu'à consulter le rapport Vaugeois de 1982.

Alors debout, les députés! Votre soumission est un déni de démocratie! Revendiquez votre pouvoir! Le peuple vous appuiera.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Ces riches qui ne paient pas d'impôts

Un pavé dans la mare canadienne

C'EST UN VÉRITABLE PAVÉ dans la mare que cet essai de Brigitte Alepin* quelques mois avant que le nouveau Monsieur Net du Canada déclenche des élections *a Mari usque ad Mare!* Un Monsieur Net lui-même soupçonné d'avoir arrangé les choses du temps où il était ministre des Finances pour que la *Canada Steamship Lines*, maintenant propriété de ses fistons, paie le moins d'impôts grâce à un paradis fiscal nommé Barbade. L'auteur garde la description des tractations douteuses du sieur Martin pour le dessert, à la fin d'un livre où passent à la moulinette de nombreux personnages, connus pour l'épaisseur de leur portefeuille. Cela va des familles aussi honorables que les Chagnon, Bronfman, Irving, Obadia et, en prime, le couple Weinberg-Charest. Et si nos blanchisseurs d'argent ne sont pas oubliés, quelques communautés religieuses tripoteuses de reçus d'impôts ne le sont pas non plus par la *pasionaria*.

personnes ayant des points de vue différents sur des sujets d'intérêt public, d'en débattre. De nous montrer André Chagnon en pyjama en train de faire de la méditation ou de manger sa crème Budwig, cela fait de belles images, mais en autant que l'on ne sacrifie pas les véritables questions qu'un journaliste se doit avant tout de poser face à une fondation qui, en

gouvernement ferme la Gaspésie. *Zone libre* nous a montré un conseil d'administration « très ouvert » aux idées les plus farfelues d'André Chagnon. On nous a montré celui-ci descendre de sa limousine dans le quartier Centre-Sud et annoncer la Bonne nouvelle que le Salut viendra, non plus du gouvernement, mais de sa fondation. Le duo Chagnon-Bérard, version postmoderne et québécoise de Don Quichotte de la Manche et de Sancho Pança!

Mais revenons à Brigitte Alepin et son essai. C'est avec le même style décapant qu'elle cible les autres victimes de sa prose. Sur l'inertie du gouvernement canadien face aux 750 millions de dollars que la famille Bronfman devait au fisc, l'auteur nous décrit les actions d'un dénommé Georges Harris de Winnipeg qui, en 1996, a intenté une action devant la Cour fédérale du Canada contre Sa Majesté la Reine et le ministre du Revenu du Canada. Rien que cela! Il s'ensuivit une longue saga judiciaire. « Harris a perdu, conclut la fiscaliste, il sort néanmoins gagnant de sa bataille en faveur de l'équité fiscale. En fait il a ouvert le chemin. » (page 58)

Comme nous ne voulons pas trop accabler Monsieur Net sur la question de la Barbade, le pauvre, il en a déjà plein les bras avec les Gagliano, Pelletier et consorts – nous avons préféré les finauderies de la famille Irving pour démontrer le talent de vulgarisatrice de notre fiscaliste quand il s'agit d'expliquer comment, grâce à leurs paradis fiscaux, les puissants de ce monde réussissent à dire au fisc: « Non merci, pas pour moi. » Page 171: « Irving Oil a créé une filiale aux Bermudes dont les activités consistaient à lui acheter du pétrole brut au prix coûtant pour le revendre aussitôt au prix du marché. Il est évident qu'un profit important était ainsi réalisé par la société bermudienne, profit qui était ensuite versé à sa société mère, c'est à dire Irving, sous forme de dividendes libres d'impôts. » Touché!

CLAUDE G. CHARRON

Brigitte Alepin, CA, M.Fisc, *Ces riches qui ne paient pas d'impôts*, Les Éditions du Méridien, Montréal, 2004, 232 pages



peu de temps, est devenue la plus importante du genre au Canada.

L'équipe de *Zone libre* connaissait Brigitte Alepin puisque son ouvrage apparaît à l'écran. La-t-on interviewée et si on l'a fait, pourquoi n'a-t-on rien retenu de ce qu'elle a révélé? Car la jeune femme en a énormément à dire quant à la prétention de la fondation Lucie et André Chagnon de réduire de 25 à 10 pour cent en vingt ans le nombre d'enfants pauvres au Québec. Déjà en chapeau de texte: « *De président de Vidéotron à ministre « non élu » de la Solidarité sociale*, la réplique de Brigitte Alepin est cinglante. Elle explique: « On voit un pays qui a permis des économies d'impôts de l'ordre de 1,05 milliard de dollars à la famille Chagnon pour l'inciter à mettre une somme de 1,4 milliard de dollars dans une fondation de charité. Il y a lieu de critiquer sévèrement cette décision. Parce que nous vivons dans un pays régi par des lois fiscales et que nous sommes en droit d'exiger que ce pays récupère les impôts que les milliardaires lui doivent afin que l'État puisse lui-même intervenir pour contrer la pauvreté. » Et vlan!

On partage l'impression d'Alepin: Chagnon se prend pour un ministre, surtout quand on le voit en délibération avec à sa droite André Bérard, vous savez cet homme qui, alors qu'il était président de la Banque nationale, voulait que le



Manifestation du 7 mars dernier à Montréal pour souligner la journée internationale des femmes et la « riposte des femmes québécoises » aux politiques de droite du gouvernement Charest.

Poétique 1

Éberlus et Mitoyens

Votre Québec s'aplatit
Votre Québec se salit
Votre Québec se maladie

Décidards et indécis

Notre Québec s'injustice
Notre Québec s'inculte
Notre Québec s'infecte

Syndiqueurs et endigués

Mon Québec s'aigrit
Mon Québec s'ennuie
Mon Québec s'ineptie

Où sont passées les hirondelles?
Où sont allées les sentinelles?

Québec instantané
Québec insipide
Québec indistinct

Pour les Hurlus et Sans-soucis

LOUISIANNE DÉBARO

Le déshonneur

« Il serait peut-être temps de qualifier ces gens, si on a le souci de la précision, pour ce qu'ils sont : des fascistes ! »

Serge Truffaut, *Le Devoir*, 19 janvier 2004.

C'EST L'HONNEUR qui se sépare maintenant des États-Unis. Il se détache du fond de la pensée du pays, par suite du fait qu'à la tête de la nation, chez ses nouveaux gouvernants, dans leur mentalité, l'obscur sentiment de l'honneur politique universel n'existe plus. On n'est plus devant la même Amérique.

Ce n'est pas qu'antérieurement les USA n'aient été une puissance dangereuse, plus ou moins cynique comme toute puissance ; mais tout de même ils représentaient aussi autre chose et restaient accrochés d'une certaine manière à leur propre éthique. L'histoire des États-Unis, malgré beaucoup de graves abus, pouvait se lire, du moins en principe, dans des textes politiques appuyés sur la vertu. Le pays avait sans doute trahi ces derniers, il les avait souvent lâchés, mais eux ne le lâchaient pas. L'honneur était encore pour lui un principe dont souvent l'on n'était pas digne, mais qui soutenait tout de même la république, laquelle ne se justifiait que par lui.

Mais ce n'est plus la même chose. Pour la première fois, la république lui a tourné le dos avec un cynisme non plus seulement pratique et manifesté dans des réalités concrètes, mais visant le principe même et proclamant son abandon. L'Amérique, sous ce rapport, a été explicitement trahie. Son principe d'origine a été piétiné ostensiblement par le gouvernement actuel, Bush, Rumsfeld, Cheney, Wolfowitz, Perle, Condoleezza Rice et l'ineffable Powell. Au nom des canons. Au nom d'une force dont on se vantait ouvertement et dont

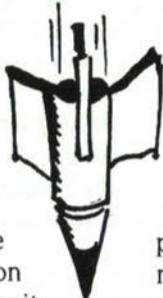
on affirmait sans vergogne la primauté, comme devant l'ONU avant la guerre d'Irak. Les invasions « préventives ». La suppression du droit international garanti par les frontières. Le droit de vie ou de mort sur les vaincus. L'abolition de la notion de prisonnier de guerre. L'arbitraire institutionnalisé contre des captifs, comme à Guantanamo. Le concept d'individus n'ayant aucun droit, ne relevant d'aucun. Le projet d'une hégémonie ne relevant elle-même d'aucun droit. Le mensonge officiel, grotesque et généralisé, pratiqué par ce gouvernement et aussi par l'Angleterre. La guerre elle-même, injustifiée. Il se passe effectivement quelque chose d'historique.

L'abandon de l'honneur par les États-Unis comme jadis par l'Allemagne est une révolution, allant d'ailleurs dans le même sens. C'est la force qui passe, souverainement, jetant par terre ce qui relève de la pensée dans l'histoire.

Le déshonneur d'un peuple se signale au premier chef par le mépris de son propre honneur. On en est là avec ces six ou sept esprits somnambules et malfaisants.

La droite américaine a franchi un seuil critique, entraînant le pays avec elle. Les États-Unis n'ont plus de titre. Ce ne sont plus les États-Unis mais un colossal phénomène illégitime incarnant l'arbitraire. Cela change naturellement le jugement à porter sur eux, envers qui l'antiaméricanisme ne peut plus être « primaire ».

PIERRE VADEBONCEUR



Santé !

Les conditions de vie connaissent une amélioration fulgurante en Russie. On y a même vu des morts assez en forme pour aller voter Poutine.

Surgelés

Le cofondateur de l'empire du surgelé McCain n'est plus (La Presse 20-3). On l'aurait mis dans le même congélateur que Walt Disney.

ABONNEZ-VOUS !
www.lecouac.org

Le coût des bombes

Pour éradiquer le travail forcé de 182 millions d'enfants, il coûterait 760 milliards \$ US sur 20 ans. « Des chiffres astronomiques qui émanent du Bureau international du travail », précise *La Presse* (7-2). La majorité de ces enfants doivent travailler pour se nourrir, eux et leur famille. Les coûts estimés incluent « les investissements nécessaires à la scolarisation de tous les enfants et les dépenses sociales supplémentaires pour soutenir les familles démunies ».

Sept cent soixante milliards sur 20 ans, c'est 38 milliards par année. Le Pentagone vient d'envoyer son budget de 2005 totalisant 401,7 milliards de \$ US, pour approbation par le Congrès (*Forbes* 2-2). Donc, avec moins de 10 % du budget de l'armée des États-Unis, on pourrait mettre fin à l'esclavage infantile dans le monde et nourrir 182 millions de terroristes potentiels et leurs parents. C'est vrai que ça risquerait drôlement de nuire aux affaires. Puisqu'à ce moment là, les États-Unis risqueraient d'avoir de moins en moins d'ennemis et l'armée de plus en plus de difficultés à justifier le 90% du budget restant.

Offre d'emploi

On sait que des liens entre l'armée et Hollywood existent depuis longtemps. Voilà que le département de la Sécurité intérieure cherche un agent de liaison pour travailler avec Hollywood (AP, 20-03). On veut s'assurer que la sécurité intérieure soit dépeinte avec réalisme et que les cinéastes et scénaristes ne prendront pas trop de liberté artistique avec les affaires d'État. *Le Couac* a obtenu en primeur le titre de deux scénarios concoctés par le département de la Sécurité intérieure : *Security II: The Return of The Phantom Menace* et *A Fish Called the American Citizen*.

Tordu

Trump, qui voudrait lancer une ligne de vêtement avec l'inscription « You're fired ! », songe à se servir de tels t-shirts comme prime de départ pour chaque employé dont l'emploi sera délocalisé quelque part dans le Tiers Monde.

Images de guerre, guerre d'images

LE MINCE LIVRE DE CATHERINE SAOUTER est plus utile que ne le laisserait croire sa quatrième de couverture. On est toujours un peu effrayé par un livre de 180 pages qui s'annonce comme étant « abondamment illustré ». En bon habitué du journal *La Presse* on se demande : restera-t-il de la place pour un contenu intéressant ? Il se trouve que oui, *Images et sociétés* est même un assez bon révélateur de la sémiotique des médias actuels à propos de la guerre.

En parcourant le traitement médiatique des grandes guerres du XX^e siècle à travers des études de cas précis, Saouter réussit à distinguer quelles images seront favorisées et quelles images n'apparaîtront jamais. La symbolisation de ruines, d'objets de la vie courante détruits, d'affiches, de statues, vient remplacer les photos de cadavres civils qu'on ne voit presque jamais. Les images de soldats dans des situations proches de la vie civile (aide aux réfugiés, aux enfants, moments de repos, etc.) viennent remplacer celles où on les voit accomplir leur meurtrière besogne.

La polarisation manichéenne des conflits autour de certaines figures représentant l'Ennemi (Hitler, Milosevic, Hussein, Ben Laden, etc), et autour d'autres représentant le Bien (Bush, les pompiers de New York, les braves soldats américains, etc.) caractérise de plus en plus notre regard sur les conflits. Même des situations complexes comme celles qui ont eu lieu dans les Balkans à la fin des années 1990 seront simplifiées à outrance.

Images et sociétés pourrait faire office d'un guide utile pour les photo reporter contestataires qui voudraient éviter de faire ce que tout le monde fait. Les grandes tendances médiatiques qui viennent (pour reprendre les termes de l'auteur) édulcorer les grands conflits, envahir l'espace public et conformer notre regard sur le monde, gagnent à être connues. Pour mieux les combattre, il va sans dire.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Catherine Saouter, *Images et sociétés - Le progrès, les médias, la guerre*, Montréal, 2003, Les Presses de l'Université de Montréal, 182 pages.

HAÏTI : POISONS ET CONTRE-POISONS

QUI N'AUROIT FRÉQUENTÉ que les grands médias pour connaître et comprendre les tragiques événements qui viennent de se passer en Haïti, aurait probablement en tête un portrait assez semblable à celui qu'en donnait Mario Roy dans deux récents éditoriaux de *La Presse*. Rappelons-en les grandes lignes.

Le 14 février, Roy expliquait comme suit le contexte des troubles qui secouaient alors Haïti : Il était une fois un « curé rouge » appelé « Titid » ; devenu chef d'État en 1990, il allait très vite être renversé par une junte militaire ; mais, en 1994, le gouvernement américain délogeait cette junte et réinstallait Aristide au pouvoir. Hélas ! « sous l'effet délétère du pouvoir », celui-ci a fini par ressembler à ceux qu'il combattait. Il est désormais coupable de violence et son régime est corrompu. En février 2004, le peuple a donc pris la rue tandis que Titid se cloître dans « sa somptueuse résidence, protégé par des agents d'une société privée américaine. » Comment cela va-t-il finir ? « Tout le monde, de Washington à Paris, en passant par la communauté des Caraïbes, penche pour un apaisement pratiqué à l'intérieur des limites constitutionnelles. » Tout dépend donc de l'attitude du chef d'État. Mais Roy donne à entendre qu'il faudra sans doute s'en mêler puisque ce malheureux peuple n'a « pas souvent pu compter sur un haut niveau d'élévation morale au sein de sa classe politique dirigeante ».

Le 1^{er} mars, Roy se penche cette fois sur un fait survenu le jour précédent : Aristide « a démissionné et quitté le pays ». Explication. Il y avait, « routine habituelle », « des actes de violence à Port-au-Prince » : ils étaient le fait « des partisans du président déchu », les chefs de l'opposition se contentant de « déclarations allant dans le sens de l'apaisement ». Dans les jours qui viennent, annonce Roy, « comme toujours, les marines américains vont constituer les premières forces de l'ordre à venir ». Il faudra « acheminer des secours et assurer l'ordre » dans ce pays. Le Canada, « guère suspect de visées impériales » pourra jouer ici un rôle central.

Sauf improbable, voilà la fin de l'épisode haïtien dans l'actualité. Resservi avec quelques modifications de détail auxquelles s'ajoutent parfois des éléments de racisme plus ou moins larvé, ce scénario est sans doute assez proche du portrait que la plupart des gens ont de ce qui vient de se produire. Je soutiens qu'avec un pareil cadre d'analyse, il est absolument impossible d'y comprendre quoi que ce soit, et de penser même que bien des gens le sentent plus ou moins confusément.

Ils ont en cela bien raison, puisque ce qui nous est donné est une histoire à peu près entièrement fautive, totalement ignoble et grotesque, un scénario mis au point par les services de communication des États étrangers impliqués dans ce qui est ni plus ni moins qu'un coup d'État. Cette histoire, destinée à la population apathique et ignorante que nous sommes, a cependant le grand mérite d'occulter le rôle que nous et nos alliés jouons et continuons de jouer dans toute cette affaire. Car la vérité est que les États-Unis et la France, avec la plus ou moins passive complicité du Canada, ont, non pas « protégé » Aristide, mais bel et bien orchestré, financé et réalisé un coup d'État, démis un chef d'État légitimement élu et disposant d'un énorme support populaire ; un homme qui n'était sans doute pas un saint mais qui leur déplaisait et qu'ils n'ont cessé de chercher à abattre depuis 1990. Pour le faire, ces gouvernements, qui sont à n'en pas douter « d'un haut niveau d'élévation morale », ont armé et financé des criminels, des assassins notoires et des escadrons de la mort ; et ils vont à présent rendre Haïti à sa vocation historique de réservoir de main-d'œuvre (à bon marché pour nos entreprises et pour l'élite locale, tout en faisant une base dans les Caraïbes pour tenir à l'œil Cuba et le Venezuela et, peut-être, y intervenir, toujours dans un grand souci d'élévation morale.

Que fallait-il ici pour échapper à la campagne de propagande des États que relayaient les grands médias ? Quels contre-poisons permettaient d'échapper aux mensonges des institutions dominantes ? Sans prétendre être exhaustif, en voici quelques-uns.

Il fallait d'abord de sérieuses notions d'histoire, indispensables pour inscrire Haïti dans la longue durée, depuis les luttes pour leur liberté menées par les esclaves, notamment avec Toussaint Louverture, jusqu'aux innombrables interventions (notamment américaines) qui ont marqué l'histoire de l'île. Mais ce sont évidemment là des thèmes avec lesquels une école centrée sur l'entrepreneuriat ne perdra pas son temps.

Il fallait ensuite connaître l'histoire récente de ce pays, celle où des dictateurs ne sont pas délogés par les États-Unis mais bien mis en place et défendus par eux et tolérés par tout le monde. Cela permettait de constater ce qui était mensonge et occultation dans la représentation des événements de février en Haïti.

Mais comme tout cela ne pouvait être appris dans nos médias de masse, il fallait aller s'informer dans d'autres lieux (médias alternatifs, groupes populaires, organisations de défense des droits de l'homme et ainsi de suite) pour avoir sur la situation en Haïti des éclairages autres que ceux donnés par les grandes agences de presse.

Il fallait enfin oser penser que notre propre gouvernement, « guère suspect de visées impériales », pouvait prendre part à cette ignominie ou la laisser se produire et pour cela oser sortir du cadre imposé par la propagande.

Ce n'est pas impossible, certes. Mais pour y arriver, il faut du temps pour lire, une éducation qui nous habilite à de tels exercices intellectuels, des lieux où débattre et discuter : toutes choses dont nous sommes à peu près tous privés.

Mais une fois examiné avec le cadre d'interprétation que tout ce qui précède invite à élaborer, les événements qui se produisent en Haïti à compter de février n'étonnent plus. Mieux : ils font sens et on remarque même que la vérité est le plus souvent, à terme, le contraire de ce qu'écrivait Roy.

Il m'arrive de rêver que des populations au courant de ces faits se seraient objectées et que les gouvernements impliqués auraient été obligés de reculer. Il n'en fut évidemment rien et, à l'heure qu'il est, ce n'est pas le peuple qui a pris la rue, mais des escadrons de la mort.

Je sais qu'ils sillonnent ce malheureux pays armés de M 16 fournis par le gouvernement américain et y commettent à chaque jour des atrocités sans nom. Mais je n'arrive toujours pas à savoir ce qui est le plus fort en moi : l'envie de pleurer ou celle de vomir.

NORMAND BAILLARGEON

Une lecture. Pour se désintoxiquer : *Haiti and Human Rights*, à : <http://globalissues.org/HumanRights/Abuses/haiti.asp>

Les « Elvis Gratton » des Américains ?

« **ILS L'ONT L'AFFAIRE, LES AMÉRICAINS** », répète Elvis Gratton, personnage mythique des films de Pierre Falardeau. Ils l'ont tellement qu'ils sont en train de nous « enfirouper » avec leur projet d'intégration économique et politique canado-américaine. Tous unis sous un même bouclier.

La guerre au terrorisme conduit à tous les abus. Le Canada, déjà passablement à la solde de l'Oncle Sam, est toujours prêt à en faire plus. Paul Martin dit oui au bouclier antimissile qui fait partie du plan de « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush. Notre ministère de la Défense nationale a déjà octroyé 700 000 \$ en contrats pour tester des radars développés au Canada, possiblement utilisés lors d'essais états-uniens de systèmes antimissiles. De plus, des lanceurs de missiles intercepteurs pourraient être positionnés sur le territoire canadien. Il s'agit d'intercepter les missiles balistiques intercontinentaux qui seraient éventuellement lancés par des « États voyous » ou des groupes terroristes.

Chimère, les missiles balistiques intercontinentaux requièrent une technologie avancée qui est à la portée de peu de pays, encore moins de groupes et d'individus. Par contre, un tel projet de bouclier relancera la course aux armes, notamment celles qui peuvent pénétrer un tel bouclier antimissile. Bush et ses acolytes veulent « arsenaliser » l'espace. Aux satellites déjà en orbite s'ajouteront des armes et le ciel deviendra le théâtre de la guerre. En plus d'être favorables à cette guerre des étoiles, de nombreuses voix se font entendre aux États-Unis pour l'utilisation d'armes nucléaires pour régler les conflits. « Sont fous ces Américains », mais on ne va tout de même pas les suivre aveuglément.

Pour exiger que le Canada refuse toute participation au bouclier antimissile, visitez le site Internet du Collectif Échec à la Guerre: www.fiiq.qc.ca/echealaguerre.htm

Intégration fusionnelle

Pendant que nous dormons à poings fermés, l'élite corporatiste canadienne (dont le Conseil canadien des chefs d'entreprise et l'Institut C.D. Howe) négocie pour une intégration fusionnelle avec les États-Unis; en termes clairs, de l'assimilation. Ce qui veut dire sonner le glas de l'indépendance canadienne et nous soumettre aux diktats américains en affaiblissant nos normes et notre réglementation. Ces gens d'affaires tentent de faire adopter les mesures suivantes:

- Une carte d'identité nord-américaine;
- L'union de notre douane avec celle des États-Unis (avec des politiques de libre-échange similaires et un front commun pour les négociations internationales sur le commerce);
- L'adoption du dollar américain;
- L'harmonisation de nos lois;
- La subordination de nos politiques d'immigration aux standards des États-Unis;
- L'abandon du contrôle sur nos ressources en eau et en énergie pour une « stratégie continentale sur l'eau » et une autre sur l'énergie;
- L'ouverture de notre système de santé au système de santé privé américain.

Dans le contexte des élections fédérales à venir, les ONG Alternatives et Le Conseil des Canadiens travaillent à mettre en place une stratégie pour lutter contre le processus d'intégration canado-américain et en faire un des thèmes centraux de la campagne électorale. Pour ne pas se laisser endormir et participer à des forums de discussion, consultez: www.alternatives.ca et www.canadiens.org

CLÔDE DE GUISE



EN QUELQUES BONDS, allons droit à des albums concoctés en toute indépendance-sus aux majors! CHIENDENT saute à la gorge de la bêtise avec un humour corrosif et les dents annoncées dans leur dénomination de... « mauvaise » herbe. L'album éponyme (autoproduit/Local), partielle-ment acoustique avec banjo, trompette et cie, s'avère complètement déjanté et joyeusement irrévérencieux. L'indifférent, Pichetripe, Magnétisme sont graves.

LES OGRES DE BARBACK, sur « PitOCha » (IRFAN/Local) ont rassemblé une poignée d'irréductibles (Polo, La Tordue, Debout sur le zinc, Tryo, K2R, Hurllements de Léo, etc.) pour convoler en un libertaine livre-disque (format CD...) pour garnements de 1 à 131 ans. Tout y est malice et école buissonnière!!!

LES CHIENS titre « Debout » (C4/Dep) leur douzaine de textes de combat par la réflexion sur notre condition. D'ailleurs, le

refus de servitude volontaire, c'est pas fait pour... les chiens (avec eux). Alternatifs, ils le sont et l'exposent avec un énoncé comme *Le risque de l'habitude*.

2TONGUE 5 (2Tongue/Local) se re-pointe comme LA compil' des différences solidaires. Ce carrefour indépendant, francophone, ska métis et libertaine rallie ici 26 groupes (dont: Boulimik Foodfight, No Name Jazz Sextet, Polémil Bazar, Khepera, MAP, Vander, etc.) pour près de 75 minutes de matériel rare et inédit!!! Spectacle de lancement avec Arseniq 33, Paul Cargnello, Nathalie Derome, Chiendent, Karlof Orchestra, Fred Alpi gratuit avec laissez-passer (872-7882) à la Maison de la culture Frontenac le 24 avril, 19H00.

GENEVÈVE ET MATHIEU n'hésitent pas à clamer « Crions notre joie! » (autoproduit/Local) et jongler avec bonheur dans leurs élans rebelles. Avec ce duo de mort de rire, le pastiche de l'industrie et de la morosité relève du don de soi (Je te donne). Minimalisme et pop sans compromission!

STELLA poursuit sa quête, ayant certes contribué à l'effondrement des valeurs américaines avec « Un homme avec un grand H au pays des prises de têtes. » (PIAS/L-Abe/Select). Transfuge de l'étiquette Boucherie et champion des manipulations du langage. Tape à coups redoublés sur le travail, les contes et autres fumisteries.

RAMON VITESSE

Bulles explosives

D'ABORD UN FURIEUX COUP de projecteur sur la petite maison d'édition collective québécoise avec un album qu'ils signent ensemble. Soit: Jimmy Beaulieu, Luc Giard, Phlpp Grrd, Benoît Joly, Leif Tande et Sébastien Trahan. LE PITCHEUR PENSE À SA BLONDE (Mécanique Générale) se révèle être un projet pour le moins déroutant: assister ensemble à un match de baseball et dessiner cette aberration... Le tout prend des proportions fort intéressantes avec les graphismes très signés d'auteurs notoires, des flèches en direction de cet « impérialisme sportif » tout en débouchant sur le... 11 septembre! Un coup de bâton avec ce coup de circuit?

MOMENTS D'ÉGAREMENT (coll. C'est pour offrir, Casterman) donne à lire de courts textes de Patrice Leconte (cinéaste) et de Blutch qui, ici, scintille avec des illustrations très électriques d'une inimitable simplicité. Au moyens de ponctuations langagières convenues (décors, égarement, point d'orgue). Il s'agit d'observations humaines réalisées en promenades. Comme il le dit, « les gens sont étonnants. » Pour jeter sa tève... si ce n'est déjà fait.

LE CHOUCAS 6. Gagne à être connu (coll. Repérages, Dupuis). De Lax qui transporte son détective noir et jaune (à l'instar de l'oiseau et de la collection Série Noire) au Québec... Il y est question d'Amérindiens qui se font saigner pour une pharmacétique vampiresque. Série aussi réaliste que sombrement percutante avec un découpage vif et un dessin en taillades rappelant le meilleur d'Hermann.

VALENTIN TARDI



Comment expliquer le baseball à un extraterrestre? c'est là où les esclaves contemporains viennent se délesster des quelques sous qu'il leur reste, pour regarder des millionnaires sans instruction se blesser de par la soudaineté et la brièveté du peu d'effort requis par la pratique de ce sport. Autopsie de la partie.

La récupération n'a plus de limite

Un nouveau jour s'est levé

UN NOUVEAU JOUR VIENT DE SE LEVER dans le monde de la récupération médiatique. Dites merci à la dépolitisation tous azimuts, on peut désormais reprendre à son compte les messages les plus libertaires pour vendre des cossins. Dans la chanson « Qu'est-ce qu'on a fait de nos rêves? », Sylvain Lelièvre déprimait de voir les baby-boomers batifoler dans « L'Internationale du Pepsi » sans savoir que le jour où la célèbre mélodie révolutionnaire servira à vendre du cola est probablement à nos portes...

La récupération classique de l'image de figures révolutionnaires, on connaît déjà. On avait déjà vu Che Guevara vendre de la vodka ou, avec Gandhi, vanter l'accès Internet de Liberty Surf en France. Tenez, il y a peu, à la télé, il y avait une pub pour une nouvelle collection de meubles « Humphrey Bogart ». Toute l'élégance de « Bogey » dans un fauteuil capitonné. Tout l'esprit de Casablanca dans une table à café lustrée... La récupération du mot même de « révolution », on connaît aussi. En effet, il ne se passe pas une semaine sans qu'une « révolution » ne s'accomplisse dans la sphère des épiluchepatates ou des balayuses électriques.

Toujours à l'avant-garde, le Québec, en 2004, repousse encore les limites de l'impen-

sable et innove en matière de récupération de trucs de gauche. Voici désormais que des textes libertaires peuvent être commu-



niqués en pleine télé, à heure de grande écoute, dans une émission hypercapitaliste, symbole par excellence de la convergence médias, de la musique pop insipide et du consommateurisme. Le tout sans provoquer le moindre émoi.

En temps normal, il serait plutôt rare d'entendre à TVA des discours du genre de ce qui suit:

« Viens / Un nouveau jour va se lever / Et son soleil / Brillera pour la majorité qui s'éveille / Et son regard / Se moquera de l'autorité de César / Le temps de l'esclavage / Le temps du long dressage / Le temps de subir est passé / C'est assez / Le temps des

sacrifices / Se vend à bénéfice / Le temps de prendre est arrivé. »

Ciel! On se croirait en 1970! Un poème de Michel Garneau? Un texte anarchiste? Un télégramme chanté d'invitation à un meeting néo-hippie? Non, tout simplement la chanson thème de Star Académie cuvée 2004, *Un nouveau jour va se lever*, paroles et musique de Jacques Michel, qui, après Stéphane Venne, prête sans vergogne ses vieilles chansons soixante-huitardes à l'entreprise télévisuelle de glorification de la culture de marché la plus flagrante qui soit.

Il y a quelque chose de complètement orwellien à voir des centaines de gens taper des mains pendant qu'une marmaille de jeunes starlettes banlieusardes et d'aspirants membres de La Chicane venus des régions s'époumonent en souriant béatement: « Le temps des révérences / Le temps du long silence / Le temps de se taire est passé / C'est assez / Le temps des muselières / Se meurt dans la fourrière / Le temps de mordre est arrivé. » Effectivement, des chansons au ton libertaine qui deviennent instruments de promotion du capital avec un grand K comme dans Pierre-Karl, ça donne le goût de mordre. L'internationale sera le genre humain! Allez, prolétaires de tous les Pepsis, unissez-vous!

ERIC MARTIN

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Devinette

On accuse les fabricants de cigarettes d'être des assassins. Comment devrait-on appeler les fabricants d'armes?

Nouvel impôt

La nouvelle loi d'aide financière aux études d'Angleterre exige maintenant des étudiants qu'ils remboursent jusqu'à 6 500 \$ par an de leurs frais de scolarité lorsqu'ils obtiennent leur premier emploi stable après diplôme. Emballé par l'idée de cet impôt postuniversitaire, le ministre des Finances Yves Séguin propose quant à lui la création d'un impôt post-mortem afin que les vieux qui meurent remboursent tout ce qu'ils coûtent en soins de santé à la société.

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$	ou soutien	\$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$	ou soutien	\$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$	ou soutien	\$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$	ou soutien	\$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans	<input type="checkbox"/> 26 à 35 ans	<input type="checkbox"/> 36 à 49 ans
	<input type="checkbox"/> 50 à 64 ans	<input type="checkbox"/> 65 ans et +	

Nom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Téléphone _____
 Courriel _____

Faites votre chèque à l'ordre des
Éditions du Berger Blanc
 C.P. 113 Rimouski (Québec)
 G5L 7B7

Réfléchir, proposer, écouter, délibérer

MICHAEL ALBERT FAIT PARTIE, tout comme Normand Baillargeon, de ces libertaires éclairés et nuancés qui savent faire le lien entre l'idéal et le pragmatique. Fortement attachés à la pensée rationnelle, se reconnaissant dans un certain héritage des Lumières, ils sont aussi conscients de l'importance des émotions et du sentiment dans l'action politique. Ils privilégient la vulgarisation, la communication, la délibération. Ils souhaitent accompagner la réflexion des personnes plutôt que marteler leurs réponses. Nul besoin de dire que ces intellectuels sont rares et précieux.

L'élan du changement – Stratégies nouvelles pour transformer la société, second livre de Albert traduit en français, paraît ces jours-ci chez Écosociété. Dans ce recueil de textes écrits avant le 11 septembre 2001 et remaniés pour en assurer la cohésion, le fondateur de *Z Magazine* et théoricien de l'économie participative réfléchit sur le devenir du grand mouvement de l'antimondialisation.

L'auteur pose plus de questions qu'il n'offre de réponses. Ce sont toutefois des questions cruciales. Comment inclure la diversité des revendications dans des stratégies et un discours rassembleurs? Comment diffuser ces idées parmi ceux qui ne sont pas déjà des nôtres? Comment susciter leur adhésion? Comment concilier l'urgence respective de chaque lutte particulière dans un mouvement d'ensemble aux objectifs plus larges? Comment ouvrir les frontières du mouvement pour accueillir les différentes ethnies, communautés culturelles et identités? Large programme que de répondre.

Et pourtant. En quelques 170 pages et avec un langage très accessible, Albert expose les différents problèmes qui se présentent à l'action radicale de gauche. Son but est clairement de faire prendre conscience de ces problèmes aux militants, d'en donner les paramètres généraux et les types de solutions possibles, afin que ces militants y réfléchissent, en discutent collectivement et élaborent leurs propres solutions.

Un de ces problèmes est celui de l'adhésion au mouvement et de la diffusion des idées. Albert met en garde les militants qui seraient tentés d'aller trop vite, de se replier sur leur petit groupe et, ainsi, de se détacher de la base moins rapide. Leur travail devrait plutôt être d'encadrer cette base, d'approfondir sa conviction, de faciliter sa marche vers le changement. Utilisant l'analogie du marathon, il dira que la «course» au changement social et à la révolution ne se gagne que lorsque tous les participants franchissent collectivement la ligne d'arrivée. Ainsi, un des conseils de Albert est de travailler le plus fort possible à convaincre ceux qui n'adhèrent pas à nos idées. Il prend l'exemple de la State University de Philadelphie où le football universitaire fait courir les foules. Si les 200 militants radicaux de la gauche ne prennent pas le temps d'aller «dans les bars sportifs» convaincre les quelques 40 000 autres étudiants, le mouvement ne s'élargira jamais.

Une autre question, particulièrement compliquée, est celle de l'urgence ou de la prédominance de

luttres particulières par rapport aux autres. Dans la tradition marxiste des années 1960-70, l'analyse de classe prédominait. Tout problème (racisme, situation des femmes, écologie, etc.) était soumis à la lutte des classes. Les mouvements féministe, écologiste, anti-raciste, etc., ont plutôt affirmé que toutes les luttes étaient concurrentiellement prépondérantes et urgentes. L'analyse en terme de classes sociales s'est peu à peu transformée en analyse en termes d'identités et de citoyenneté. Comment, aujourd'hui, d'une part, concilier cette diversité dans un mouvement rassembleur et, d'autre part, faire place nous-même, dans notre pensée individuelle, à cette diversité des luttes urgentes? On ne peut être partout à la fois, de toutes les causes et de toutes les manifestations. Mais il y a possibilité et nécessité, selon Albert, de penser en termes d'inclusion, de solidarité et de cohérence. Par exemple, il existe un lien entre l'opposition aux entreprises multinationales et l'opposition à la guerre.

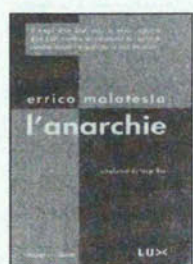
Albert voit l'urgence de créer une masse critique visible, cohérente et convaincante face à l'idéologie *mondialisatrice* des puissants de ce monde. C'est pourquoi il plaide pour la création d'un «mouvement des mouvements» qui pourrait prendre la forme d'un réseautage plus ou moins organisé de groupes qui élaboreraient une liste ou une synthèse de toutes les revendications. À l'intérieur de cette plate-forme, la concurrence et les désaccords pourraient exister s'ils sont soumis aux principes de la solidarité et du respect. Chaque organisation continuerait d'agir selon ses objectifs propres. Ce parlement alternatif ne devrait toutefois pas que dénoncer. Il devra - et c'est impératif - proposer des alternatives viables à la mondialisation.

L'auteur a écrit ces réflexions suite aux événements de Seattle, Québec et Prague en 2001. Depuis lors, beaucoup de choses ont été réalisées: les forums sociaux mondiaux, les forums sociaux régionaux, la vaste coalition d'opposition à la guerre en Afghanistan et en Irak, le réveil mondial des paysans, la contestation du G8, etc. L'OMC et la ZLÉA chancellent, Bush sera peut-être mis à la porte. Si on ne peut pas dire qu'il y ait une coordination mondiale de l'opposition à la mondialisation, il existe néanmoins plusieurs blocs régionaux de plus en plus organisés. Les choses avancent incontestablement. Mais la majorité des questions que pose Michael Albert, fort de ses trente ans d'expérience militante, sont toujours extrêmement pertinentes. Parce qu'il ne s'agit pas de poser les questions pour provoquer le changement social. Il faut avoir confiance en ses convictions et croire profondément à la nécessité du changement pour réussir à convaincre les autres. Albert nous invite à commencer tout de suite plutôt que d'attendre demain. On s'y met immédiatement.

MARCO SILVESTRO

Michael Albert, 2004, *L'élan du changement. Stratégies nouvelles pour transformer la société*, Montréal: Éditions Écosociété, 174 pages. Préface de Normand Baillargeon.

L'utopie anarchiste



TOUS CEUX QUI CROIENT QUE LES BOUGON sont des anarchistes auraient intérêt à lire *L'anarchie*, d'Errico Malatesta. Réglons d'abord le cas des Bougon, ces nouveaux anti-héros de la télévision, dont la pauvreté d'esprit n'a d'égale que la nullité des scénarios qui les agitent. Ce ne sont pas des anarchistes, mais des petits escrocs capitalistes. Ils ne «fourrent pas le système». Ils profitent du système pour fournir leurs clients et leurs fournisseurs. Ils visent à réaliser un maximum de profits pour un minimum d'investissement, en vendant des marchandises de mauvaise qualité à des prix gonflés, et en volant la matière première, quand ils le peuvent. C'est le mensonge capitaliste, et le *modus operandi* des multinationales.

Écrit à la fin du XIX^e (1891), l'ouvrage de l'anarchiste italien Errico Malatesta (1853-1932) est présenté par l'éditeur comme «un classique incontournable de la littérature anarchiste». Les têtes parlantes de la télévision et les titulaires de quotidiens confondent généralement chaos et anarchie. «L'anarchie c'est l'ordre, moins le pouvoir», chantait Léo Ferré. «La véritable anarchie ne peut exister sans le socialisme, [et] l'abolition de la domination de l'homme par l'homme. [...] L'anarchie a pour base, pour point de départ, l'égalité des conditions, qui est son milieu nécessaire. Son phare est la solidarité et sa méthode, la liberté», écrit Malatesta. La société anarchiste a aboli le gouvernement. Elle est fondée sur la coopération libre, volontaire et sur la solidarité humaine. L'anarchie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Étant entendu que le système qu'on nomme démocratie est en fait une monarchie électorale temporaire. Notre société élit un roi et sa cour, qui régneront sans partage pendant quatre ou cinq ans, quoi qu'il arrive et peu importe leurs pratiques corrompues ou leurs incompétences.

L'utopie anarchiste vaut bien l'utopie capitaliste, au fond. L'utopie capitaliste suppose que si les riches deviennent suffisamment riches¹, les miettes qu'ils laisseront tomber seront si nombreuses que les pauvres y trouveront leur «juste» part. L'utopie anarchiste, elle, imagine une société où tous les hommes sont égaux. Elle part du principe que si on abolit la propriété privée, les gouvernements et leurs polices dont le rôle est de protéger la classe possédante, la solidarité humaine mettra fin à la concurrence sauvage et l'autogestion fera le reste. Le problème des deux utopies, c'est qu'elles offrent des solutions purement matérialistes. Quand bien même on abolirait la propriété privée, les hommes ne seraient jamais parfaitement égaux. Les hommes naissent inégaux intellectuellement, quoi qu'on fasse. Peu importe la société, il y aura toujours une élite intellectuelle. On n'y peut rien. La société idéale serait-elle quelque part au centre de ces deux utopies, et non pas au centre idéologique entre le parti Libéral et le parti Conservateur? Imaginons une société dans laquelle l'élite intellectuelle travaillerait vraiment au bien commun sans abuser de ses pouvoirs, en échange de certains privilèges limités consentis par la communauté, par exemple. On peut toujours rêver.

JEAN-MARIE LALIBERTÉ

Errico Malatesta, *L'anarchie*, Lux, Montréal 2004

1 _ Quand est-on suffisamment riche? La fortune personnelle de Paul Desmarais père est évaluée à 2,7 milliards de \$, selon Forbes magazine. C'est l'équivalent de 180 000 ans de revenus brut au salaire minimum.

Action directe



GUÉRILLA KIT s'adresse en premier lieu aux militants en herbe et aux «altermondialistes néophytes» de l'Hexagone. Présenté par l'éditeur comme «une trousse à outils à utiliser pour bricoler ses propres armes [...] de contestation, des méthodes de désobéissance et des stratagèmes de subversion», l'opuscule est divisé en trois parties: carnets de route, répertoire, et fiches bricolages. Dans les carnets de route, l'auteur (les auteurs?) caché derrière le pseudonyme de Morjane Baba, dresse l'inventaire des grands rassemblements de «l'histoire» altermondialiste et esquisse les grandes lignes des revendications des opposants à la mondialisation capitaliste sauvage. Le répertoire recense les termes usuels du parfait altermondialiste: action directe, black bloc, catapulte à ours (Sommet de Québec), démocratie participative, désobéissance civile, entartage, tactique du nuage de papillon, etc.

Grâce aux fiches bricolages, la Martha Stewart alternative qui sommeille en vous apprendra: comment faire passer sa parole à la télé, comment organiser une réunion classique, comment arracher un champ d'OGM, ou comment construire des marionnettes géantes et autres bêtes de carnaval (voir catapulte à ours). Si l'extrême droite conservatrice, Patapouf Charest en tête, continue son entreprise de démolition des syndicats et des services sociaux pour augmenter les profits des barons de l'industrie, il risque d'y avoir de plus en plus de manifestants «amateurs» intéressés par ce genre d'ouvrage.

JACQUES BOUCHARD

Morjane Baba, *Guérilla Kit*, La Découverte, Paris 2003

Junk book



L'HOMME WHIPPET est à la littérature ce que le biscuit auquel il doit son nom est à la gastronomie. Écrit à l'emporte pièce, trois phrases par paragraphe, comme un mauvais vidéoclip, c'est un livre de paresseux bourré de clichés. On ne saurait trop vous conseiller de consommer des nourritures intellectuelles plus substantielles, surtout si votre régime idéologique vous impose de compter le nombre de conneries absorbées dans une journée, de peur de devenir trop épais.

J.B.

Charles Paquin, *L'homme whippet*, Les éditions JCL, Chicoutimi 2004

Aide gouvernementale

La ministre de la Culture Line Beauchamp se dit tellement préoccupée par les problèmes de la Cinéma-thèque qu'elle n'arrête pas de sourire beaucoup.



MUSIRONIE
samedi 17h
101,5 FM



VIENT DE PARAÎTRE

Michael Albert

L'ÉLAN DU CHANGEMENT

Stratégies nouvelles pour transformer la société

PRÉFACE DE NORMAND BAILLARGEON

Quels sont le sens et la portée des mouvements sociaux qui s'opposent au néolibéralisme? Avec rigueur et sans complaisance, le militant états-unien Michael Albert explore ces questions et met en lumière des obstacles placés, parfois par eux-mêmes, en travers de l'action des gens qui militent pour un monde meilleur.

Ces mouvements, constate-t-il, n'ont pas d'objectifs politiques clairs, sinon d'affirmer leur attachement à certaines valeurs. Trop souvent même, les militants s'isolent de leurs contemporains, allant parfois jusqu'à les pointer d'un doigt accusateur en les exhortant à changer leurs comportements, renvoyant ainsi à la sphère privée ce qui ne se transforme que par l'action politique.

Ainsi, Michael Albert propose un projet qu'il souhaite sérieux et crédible: l'économie participative, qui suppose la propriété publique des moyens de production et qui, tirant les leçons du passé, met en œuvre une procédure de planification décentralisée et démocratique.

Voici donc une invitation à un moment de réflexion et de distance critique ainsi qu'à un effort d'imagination du monde meilleur que l'on pourrait souhaiter.

174 pages • 18,00 \$
ISBN 2-921561-87-5
DIFFUSION: DIMÉDIA

LES ÉDITIONS
ÉCOSOCIÉTÉ
www.ecosociete.org



L'avènement sous nos yeux d'un État policier?

Il y a la théorie et il y a la pratique. Il y a ce qu'on dit du Canada, terre d'accueil où les libertés d'expression, d'association et de manifestation sont respectées. Et il y a la réalité, celle d'un pays où un réfugié politique, oeuvrant pacifiquement pour le bien-être des siens, peut être froidement déporté vers son pays où il risque les pires sévices.

C'est le cas de Mohamed Cherfi, porte-parole des sans-statut algériens au Québec, arrêté le 6 mars dernier dans une église de Québec où il s'était réfugié en dernier recours pour éviter la déportation. Quinze flics ont alors débarqué dans l'église, faisant fi de la tradition séculaire des sanctuaires qui offrent asile à toute personne dont la vie est en danger. Une première vraiment peu enviable pour l'ex « plusse beau pays du monde ». Le motif officiel de l'arrestation? M. Cherfi n'avait pas informé la Cour municipale de Montréal de sa « nouvelle adresse ». Pourtant c'eût été si simple: Mohamed Cherfi, clocher de l'Église unie St-Pierre, appartement 2, juste à côté de la cloche (sonnez, mais pas trop fort).

Et même s'ils avaient imaginé un meilleur prétexte pour arrêter ce défenseur des droits humains, cette accusation aurait dû logiquement le mener devant un tribunal, un droit constitutionnel au pays des commandites unifoliées. Or dès que les policiers ont eu M. Cherfi entre leurs mains, ils l'ont remis à l'Agence des services frontaliers, qui l'a déporté immédiatement aux États-Unis, pays par où il était passé avant de venir au Canada.

Pour quiconque n'a pas trop les neurones ramollis à force d'écouter les nouvelles à la télé (voir l'encadré), il est clair qu'on a affaire ici à une opération politico-policrière pour mettre hors service quelqu'un qui en faisait trop.

Selon Louise Boivin, militante, intellectuelle et conjointe de

M. Cherfi, cette collusion est l'aboutissement d'une longue série de procédés douteux et arbitraires à l'endroit de son



Mohamed Cherfi

partenaire. Procédés qui lui ont valu entre autres d'être arrêté lors de la tristement célèbre occupation du bureau du ministre fédéral Denis Coderre, le 29 mai dernier. violemment sorti du bureau par les policiers qui leur assénaient des coups, les quatre « leaders » du groupe, dont Cherfi, ont aussi reçu des chocs et brûlures de pistolets électriques (teasers), une arme très dangereuse qui a déjà causé la mort et dont Amnistie Internationale demande l'interdiction.

Étant allé le plus loin qu'il pouvait dans les sévices physiques et psychologiques acceptables ici sans décourager Cherfi, Immigration Canada a dû se rendre à l'évidence qu'il ne lui restait qu'une seule option: la sous-traitance à l'étranger... Maher Arar, ça vous rappelle quelque chose?

En clair, on assiste présentement à un glissement extrêmement dangereux vers un État policier ou des fonctionnaires ont droit de vie ou de mort sur un individu. Car c'est bel et bien ce dont il est question ici: la violence politique faisant toujours rage en Algérie (voir l'encadré), le régime en place a coutume de réserver un beau petit « comité d'accueil » à ceux qui reviennent au pays après l'avoir critiqué de l'extérieur.

On dit que Mohamed Cherfi a hurlé tout au long du trajet qui l'a mené aux États-Unis. Allons, Mohamed, sois un grand garçon, si le ministère de l'Immigration a levé le moratoire sur les déportations en Algérie en avril 2002, c'est que c'est forcément redevenu un pays libre, tranquille et complètement sécuritaire, voyons! Ah, bien sûr, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international canadien déconseille encore les voyages en Algérie (voir le texte suivant), mais bon, ça c'est pour les touristes, pas pour un p'tit gars du pays comme toi, Mohamed! Même chose pour les Rapporteurs spéciaux des Nations unies et la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) dont la présence en Algérie est interdite par le gouvernement...

Si, comme le dit le dicton, la dictature c'est « ferme ta gueule » et la démocratie c'est « cause toujours », on a ici un exemple limpide où la classe dominante locale n'accepte pas que l'on s'éloigne de cette définition: elle met hors d'état de nuire ceux ou celles qui ne font pas que causer mais s'organisent pour agir en dehors du cadre lénifiant des manifestations avec service d'ordre fourni par les manifestants.

C'est le cas de Jaggi Singh, victime de kidnappings préventifs systématiques dès que la moindre foire capitaliste qui s'amène en ville. Et c'est le cas de Mohamed Cherfi qui a fui son pays d'origine parce qu'il ne voulait pas faire son service militaire obligatoire et participer aux tueries qui y sévissent.

Lors d'une conférence de presse réunissant plusieurs personnalités (le cinéaste Denis Chouinard, la comédienne Louisette Dussault, l'avocat

Julius Grey, le dramaturge Wajdi Mouawad, les militantes féministes Françoise David et Madeleine Parent, etc.) exigeant le rapatriement immédiat de Mohamed Cherfi, le professeur au HEC d'origine algérienne Omar Aktouf s'est dit particulièrement troublé par cet événement, disant craindre que cette répression de la dissidence s'étende avant longtemps aux intellectuels immigrants comme lui.

La fable d'un Canada terre de toutes les libertés ne peut plus tenir la route quand ses défenseurs les plus progressistes commencent à avoir peur pour leur intégrité physique. Malgré la couverture déficiente des grands médias toujours plus prompts à couvrir le dernier procès d'annonceur de radio pris les culottes baissées que les abus de pouvoir qui remettent en question les fondements de notre constitution, un tollé populaire s'est élevé rendant la poursuite

Il est clair qu'on a affaire ici à une opération politico-policrière pour mettre hors service quelqu'un qui en faisait trop.

de la déportation pour le moins embarrassante pour le Canada.

La suite de l'histoire, c'est chacun de nous de l'écrire en protestant le plus vivement possible contre l'inaction des ministres responsables, Mme Judy Sgro et Mme Anne McLellan qui se lavent les mains des abus de droits commis par leurs Ministères. Interpellons-les directement, ainsi que Paul Martin qui a le pouvoir de faire pression auprès des autorités américaines pour rapatrier Mohamed Cherfi au Canada immédiatement (vous trouverez au <http://www.mohamed.levillage.org> des exemples de lettres à envoyer).

BRUNO DUBUC

Neurones ramollis

Mardi le 9 mars dernier, des manifestations d'appui à Mohamed Cherfi ont eu lieu dans 7 villes canadiennes. Devant les bureaux d'Immigration Canada où avait lieu celle de Montréal, un journaliste de Radio-Canada fait son topo pour les nouvelles du soir. En à peine deux minutes, notre intrépide reporter a souligné que:

- 1) la police était sur les lieux pour que tout se déroule dans l'ordre;
- 2) il n'y avait pas eu de violence jusque là;
- 3) la manifestation perturbait le retour à la maison des automobilistes;
- 4) les autorités américaines pensent que Cherfi pourrait avoir des liens avec des organisations terroristes.

Et de nous faire entendre un court extrait de son avocat qui dément évidemment ces allégations. Quatre « buzz words » pour alimenter la crainte et le ressentiment de la population envers toute forme de manifestation: police, violence, automobilistes dérangés et, le dernier mais non le moindre, terroriste... Du grand journalisme comme l'aiment les boss de l'information de la télévision d'État!

Violence politique

Mohamed Cherfi est présentement dans une prison de Buffalo au États-Unis, pays où il était passé avant de venir au Canada. Les autorités américaines envisagent de le retourner en Algérie, un pays où:

- le conflit civil qui dure depuis plus de dix ans a fait près de 150 000 morts et plus de 7000 « disparus »;
- actuellement, à chaque mois, une centaine de personnes sont tuées par des groupes armés et les milices armées par l'État;
- les violations des droits de l'homme (y compris la torture) y sont non seulement persistantes, mais bénéficient d'une culture de l'impunité.

L'infatigable travailleur

Un des critères pour évaluer le dossier d'un demandant de statut de réfugié est son « intégration économique ». Or il est vrai que Mohamed Cherfi n'aide pas son cas en refusant les emplois au salaire minimum qui s'offrent à lui. Cependant, comme disait ma grand-mère qui a élevé 11 enfants, « il a bien trop d'ouvrage pour travailler ». Jugez-en par vous-même:

- accompagnement de gens pour faire retirer des mandats d'arrêtés et des ordres de renvoi (Travail d'avocat: 300\$ par personne)
- rédaction de plus d'une cinquantaine de dossiers de sans-statuts dans le besoin (Travail d'avocat: 1 500 \$ par personne)
- travail quotidien depuis 2 ans au sein du CASS (Organisateur communautaire: 30 000\$ par année)
- travail de sensibilisation de l'opinion publique aux injustices que subissent ses compatriotes (Responsable des relations publiques: 40 000 \$ par année)
- sans oublier le travail de psychologue pour personne en détresse qui n'a pas de prix...

Bon voyage, Mohamed Cherfi...

POURQUOI LES AUTORITÉS CANADIENNES ont-elles décidé d'expulser Mohamed Cherfi (voir l'article ci-haut)? Deux thèses s'affrontent. Du côté des autorités, on souligne que les demandeurs d'asile en provenance de l'Algérie ne sont plus admissibles au statut de réfugié depuis avril 2002 — mais de façon rétroactive. Maintenant que Cherfi a été expulsé vers les États-Unis, les autorités feignent l'impuissance, affirmant qu'il n'est pas de leur compétence mais de celle du bureau d'à côté d'entreprendre des démarches auprès des États-Unis pour récupérer Cherfi. Bref, le militant est abandonné à son sort en raison d'un typique jeu de déresponsabilisation entre les gouvernements provincial et fédéral.

Du côté de ses sympathisants, on laisse entendre que les autorités canadiennes auraient voulu se débarrasser de Cherfi en raison de son militantisme qui dérange. Il était, en effet, porte-parole du Comité d'action des sans statut (CASS), lequel exige un arrêt des déportations vers l'Algérie, un retour du moratoire et une régularisation des sans statut. Cherfi s'est fait arrêter à plusieurs reprises lors d'actions non violentes. On comprend mieux alors pourquoi il dérange les autorités politiques. On aime bien se glorifier de notre belle « démocratie » canadienne, mais les autorités préfèrent néanmoins gouverner sans être importunées.

Qui a raison? Rien de mieux, pour y voir plus clair, que de consulter les « Conseils aux voyageurs » en Algérie émis par le Ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Canada et diffusés dans son site Internet. En date du 10 mars 2004, soit plusieurs jours après la déportation de Cherfi, on apprend dans la section « ATTENTION » que le ministère « recommande aux touristes canadiens de reporter tout voyage en Algérie [...] compte tenu des actes terroristes commis dans certaines régions de l'Algérie ». L'État canadien encourage ses citoyens téméraires qui se rendent en Algérie de se doter d'une « escorte de sécurité » lorsqu'ils circulent dans certaines régions. On précise encore qu'il y a « un danger pour tous les voyageurs, y compris les étrangers, [...] d'être blessés, de se faire voler, kidnapper ou tuer »

Pourquoi donc, alors, les autorités canadiennes ont-elles levé le moratoire sur les déportations en 2002? Cette décision avait été prise quelque temps après qu'une « mission canadienne » composée de politiciens et de gens d'affaires soit allée prospecter le marché algérien. Tout porte à croire qu'il y a eu entente entre un gouvernement algérien désireux de revamper l'image de l'Algérie sur la scène internationale, et d'un gouvernement canadien désireux de mousser les affaires de compagnies nationales. Ici encore, le ministère des Affaires étrangères et du commerce international du Canada nous éclaire lorsqu'il précise candidement que l'Algérie « représente le marché

Cherfi a été déporté alors que le Canada recommande « aux touristes canadiens de reporter tout voyage en Algérie »

le plus important en Afrique et au Moyen-Orient » (pétrochimie, principalement). Sacrifierait-on quelques « sans statut » au profit de la rentabilité de « sociétés canadiennes »? Et si les policiers Algériens se montrent plus sympathiques avec Cherfi que les policiers du Canada, pense-t-on que Cherfi est miraculeusement immunisé contre les « problèmes que connaît l'Algérie sur le plan de la sécurité [et qui] présentent des risques pour les Algériens et les résidents étrangers », comme l'indique encore le Ministère dans ses « conseils aux voyageurs »?

Je n'ai jamais croisé Mohamed Cherfi. Dommage, car il m'apparaît d'une nature extraordinaire: il semble infatigable (voir l'encadré) et sa peau est, dirait-on, résistante aux pistolets électriques. Mais j'ai un doute: et si les autorités canadiennes et québécoises s'étaient trompées en renvoyant vers l'Algérie un être humain bien ordinaire, vulnérable comme l'est n'importe quel touriste canadien à qui l'État canadien déconseille de visiter aujourd'hui l'Algérie? Si c'est le cas, ces autorités ont la responsabilité morale et politique de tout mettre en œuvre pour que Cherfi revienne au Canada, et elles doivent réactiver le moratoire et stopper les déportations.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Vous pouvez soutenir Le Couac en annonçant dans notre journal.

Pour les modalités: info@lecouac.org



Vente et réparations

Mise au point printanière

24⁹⁵\$

Spéciaux sur modèles 2003

Dépositaire Norco
3251, St-Jacques O.
(514) 937-1860